

Reconnaître pleinement l'islam, troisième confession nationale

OPINION

On a eu beau chasser le religieux, il est revenu au galop. Sur la planète de la laïcité, le Moyen-Orient et le Sahel sont devenus le lieu d'une guerre triangulaire entre les religions monothéistes. Toutes les trois prônent l'amour du prochain, qu'elles s'efforcent d'éliminer par des massacres. Le conflit déborde sur l'Occident, assailli par le terrorisme, débordé par un afflux de réfugiés, cédant à la tentation de déployer des barbelés, soumis à la montée de partis populistes. Ceux-ci surfent sur des valeurs chrétiennes imprécises, voire fautives: pour la Hongrie de Viktor Orbán comme pour les Etats-Unis de Donald Trump, la défense du christianisme exige le refoulement des réfugiés musulmans.

Même en Suisse, le fait nouveau est l'existence d'une communauté musulmane, devenue la troisième confession nationale, de fait sinon de droit, en général ni reconnue, ni subsidiée. L'Etat de Vaud a conçu une législation machiavélique pour gouverner les rapports entre le politique et le religieux. En combinant le nombre d'adhérents avec l'ancienneté de la confession, il peut reconnaître le judaïsme, très minoritaire, au bénéfice de son implantation séculaire et récuser l'islam, mieux implanté mais depuis moins longtemps. Cette norme insidieuse est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire: garder le concept de religion d'Etat en le camouflant. C'est donner aux musulmans un statut de citoyens de seconde zone, celui du reste que certains pays musulmans accordent aux chrétiens. C'est s'aligner sur une intolérance archaïque.

Un rapport constructif de l'Etat moderne au fait religieux impose d'éviter trois pièges: une seule religion d'Etat, plusieurs religions ou pas de religion. Le premier est la prépondérance d'une religion établie à l'égard des autres dans le style de l'Edit de Nantes de 1598: la

France avait une religion d'Etat, le catholicisme, tandis que les protestants possédaient des droits limités; ce fut longtemps le système suisse à l'intérieur de chaque canton, les uns catholiques, les autres protestants. Bien avant l'article constitutionnel prohibant les minarets, le canton de Vaud tolérait des églises catholiques pourvu qu'elles fussent sans clochers.

Le second écueil est le multiculturalisme, la coexistence de communautés indépendantes, promouvant chacune des valeurs prétendument différentes de celles des voisins, auxquelles elles tournent le dos; c'est l'inspiration de la Constitution fédérale organisant la juxtaposition de cantons de confessions homogènes. Ce concept est maintenant mis à mal par le seul mouvement des migrations intercantionales.

Le troisième écueil consiste à tendre vers le moins de religion possible. La RTS envisage de supprimer des émissions religieuses; la Ville de Neuchâtel retire une crèche de Noël exposée sur une place publique; l'article 72 de la Constitution fédérale interdit de construire des minarets; le canton du Tessin interdit le port de la burqa. Ce faisant, la Suisse s'écarte de l'esprit de tolérance qui fonde l'article 15 de sa Constitution. Le pouvoir politique confine la religion dans la vie privée parce qu'il suspecte de fanatisme toute manifestation publique. La liberté de pensée du citoyen moyen serait offensée par la pratique religieuse d'autrui. A la rigueur une religion historique est tolérable au bénéfice de l'habitude, mais dans des catacombes, tandis qu'une religion importée n'est pas supportable. Au concept de religion d'Etat on substitue celui de religion de l'Etat.

En évitant ces écueils, on peut construire une coexistence active qui traduit le respect parfait de toutes les confessions de la part de l'Etat, non pas dans l'indifférence ou la dépré-

ciation. Il signifie aussi et surtout la reconnaissance mutuelle des confessions entre elles. Cela revient pour les trois religions monothéistes à reconnaître et à proclamer leur origine commune et leur inspiration consubstantielle. Les différences, les divergences, les antinomies portent sur des détails de rites, de croyances, d'observances, inspirés par des évolutions historiques différentes.

On devrait cesser de se massacrer au nom de controverses théologiques sur la nature unitaire ou trinitaire de Dieu: les divers clergés devraient reconnaître que personne n'en sait rien, qu'aucune religion n'a un fil direct avec la divinité et que la confession qui exclut les autres s'exclut de ce fait elle-même. Que les uns aillent en pèlerinage à La Mecque, d'autres à Jérusalem et d'autres encore à Saint-Jacques-de-Compostelle, cela signifie une heureuse diversité qui ne signifie pas une opposition. Le fondement commun de la religion unique en trois variantes tient dans un message de paix, de solidarité, de charité, d'amour. Or, l'Etat moderne promeut déjà ces valeurs depuis le Siècle des lumières. Il doit œuvrer à ce que les confessions se centrent sur cet essentiel. Elles retrouveront alors leur véritable raison d'être, leur audience et leur crédibilité.

La «religion» dominante de la société contemporaine est le productivisme, la mondialisation, le matérialisme, la croissance sans limite. Comme elle mène visiblement au désastre, il est absurde de se priver du remède traditionnel, celui des trois religions, qui n'en sont qu'une seule, celle de la charité, de la solidarité et de la paix. ■

JACQUES NEIRYNCK ANCIEN
CONSEILLER NATIONAL PDC



LES RENDEZ-VOUS

L'Eglise et les LGBT
Joan Charras Sancho, qui a collaboré à l'ouvrage «L'Accueil radical», explore la relation entre les Eglises protestantes et la diversité LGBT. Dans cet espace en construction, elle cherche à définir la place que les couples de même sexe peuvent occuper. Elle viendra parler de l'ouvrage, paru aux Editions Labor et Fides, le mardi 12 janvier 2016 de 20h à 22h, à Dialogai, rue de la Navigation 11-13, Genève.

Le renminbi et les DTS: un triomphe chinois?

PLANÈTE ECO

L'inclusion de la monnaie chinoise dans le panier de monnaies que constituent les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI a été largement interprétée comme une consécration de la puissance économique de la Chine. C'est exact, mais cela reste très symbolique et cela cache une réalité mal connue.

Pour commencer, peu de gens savent ce que sont les DTS, et ils n'ont pas vraiment à le savoir. Formellement, les DTS sont l'unité de compte utilisée par le FMI pour toutes ses opérations. Lors de leur création en 1969, l'idée était de se passer du dollar. On a alors constitué un panier de 15 monnaies, ramené à 5 devises en 1981, puis à 4 devises lors de la création de l'euro en 1999. Par construction, le DTS fluctue comme la moyenne pondérée des monnaies constituantes. Autrement dit, ça n'a aucun intérêt, c'est la cuisine interne du FMI. C'est devenu plus important lorsque le FMI a commencé à créer des DTS à partir de rien, comme les banques centrales créent de la monnaie, la fameuse planche à billets. Mais comme le FMI n'est pas une banque centrale, il ne peut créer des DTS que si c'est accepté par 85% des votes, sachant que les droits de vote de chaque pays sont déterminés par son quota, qui est proportionnel à sa taille. Avec 16,7%, les Etats-Unis détiennent un droit de veto. La Suisse a droit à 1,4%. Les DTS sont attribués à chaque pays dans les mêmes proportions.

Il y a eu plusieurs distributions, mais la somme totale reste faible, donc largement symbolique. Les pays en développement ayant demandé que les distributions futures leur soient réservées, il n'y a plus eu de nouvelle distribution depuis 1998 du fait de l'opposition des Etats-Unis et des Européens.

Une nouvelle distribution, suivant la règle habituelle, a été décidée en 2010 mais a été bloquée par un refus du Congrès américain pour de sombres raisons politiques. Le Congrès vient juste de changer d'avis. L'inclusion du renminbi ne change rien. (A propos, renminbi est le petit nom affectueux du yuan, RMB étant l'acronyme chinois de «monnaie du peuple»).

La seule chose qui soit (un peu) importante est la suivante. Quand un pays emprunte de l'argent au FMI, il peut choisir de le faire soit en DTS, soit dans une des devises du panier. S'il emprunte des DTS, il peut librement les convertir dans les monnaies du panier et donc, désormais, en renminbi. Ainsi, le RMB devient officiellement une monnaie de réserve internationale... si des pays emprunteurs le souhaitent.

C'est ce que veulent les dirigeants chinois. Depuis quelques années, ils rêvent de réduire le rôle international du dollar, au profit du renminbi. Le hic, c'est que pour être utiles, les réserves doivent pouvoir être largement acceptées. Ils ont engagé une vaste opération de relations publiques, poussant les pays avec lesquels ils commercent et ceux auxquels ils font des prêts à détenir des réserves en renminbi. Mais comme, pour l'instant, le renminbi n'est pas librement convertible, la demande reste faible, même si l'idée de réduire le rôle du dollar est attrayante.

Enfin, le plus important, c'est que la Chine s'est engagée à rendre le renminbi entièrement convertible d'ici à octobre 2016; c'est une condition pour rentrer dans le DTS nouveau à cette date. Or, pour cela, il lui faut libéraliser complètement ses marchés financiers. L'objectif de faire du renminbi une monnaie de réserve internationale, et donc de rentrer dans les DTS, est un puissant argument au sein d'un pouvoir politique toujours ambivalent en matière de libéralisation financière. Paradoxalement, donc, derrière ce «triomphe», se cache une lourde lutte idéologique au sein de la direction du Parti communiste. Les DTS, c'est un instrument de pression pour les réformateurs, et ça, ce n'est pas symbolique. C'est sans doute la raison pour laquelle le FMI a décidé de sauter le pas, même si le renminbi n'est pas encore convertible. ■

CHARLES WYPLOSZ



La gauche face au FN et à l'UDC

OPINION

Survenant après les élections fédérales du 18 octobre et le succès du parti blochérien, l'élection d'un deuxième représentant de l'UDC au Conseil fédéral et le «carton» réalisé par le Front national (FN) à l'occasion des régionales en France (près de 7 millions de voix au 2e tour, score historique) confirment la montée de l'extrême droite en Europe. Principal moyen de renverser cette tendance: reconstruire une gauche de combat.

Il y a plus de ressemblances que de différences entre l'UDC et le FN. Les deux partis ne sont pas sur la même ligne socio-économique. L'UDC est néolibérale alors que le FN est interventionniste et gauchit son discours (retraite à 60 ans).

Mais ils sont tous les deux nationalistes, anti-européens et stigmatisent les migrants. L'UDC n'attaque pas l'islam avec la même fougue que le FN. Mais c'est elle qui a fait passer l'interdiction de nouveaux minarets et qui conteste la Convention européenne des droits de l'homme. Les deux partis pratiquent aussi assidûment le culte du chef.

La montée du national-populisme résulte de la disqualification des élites – souvent issues des classes favorisées et se partageant les mandats pendant trop d'années –, des peurs engendrées par la mondialisation et de l'adhésion à discours anti-étrangers, sans parler du terrorisme.

C'est pourquoi une part importante des classes populaires fait confiance à ces partis, même si ceux-ci sont souvent dirigés par des gens fortunés (Blocher est deux fois milliardaire). Mais l'extrême droite pénètre toutes les couches de la société. C'est une comptable qui déclare à *L'Obs*: «Excusez-nous d'être Français! On ne voit que les Arabes, les juifs, mais nous on fait quoi, on est où?» Alors qu'un professeur d'espagnol ajoute: «Les musulmans donnent des prénoms à coucher dehors à leurs gosses. Y a qu'à voir le Abdeloud je ne sais quoi, quand on s'appelle Abdeloud je ne sais quoi, c'est plus dur de s'intégrer!»

Le PS français porte une grande responsabilité dans la montée du FN, car depuis plus de trois ans, il mène une politique hostile aux travailleurs. Ce que relève Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, dans *Le Monde*: «La gauche moderne ignore tout des classes laborieuses; elles lui rendent dans les urnes la monnaie de sa pièce. Voilà qui permet de comprendre la poussée du FN, bien plus que la peur des étrangers, dont la part dans la population (6,2%) est inférieure à ce qu'elle était en 1982.» Ce que confirme un ouvrier retraité du Nord-Pas-de-Calais-Picardie: «Hollande ne fait pas une politique pour nous. Il dit une chose et revient en arrière. Il nous a déçus.» Ou encore Aurélie Filippetti, ancienne ministre de la Culture et députée PS, qui déclare: «Les chefs de parti détournent pudiquement les yeux de la moitié du pays. Celui où le chômage de masse, où le sentiment d'abandon et du monde rural et des jeunes

Il faut réapprendre à être audacieux et combatif

vient renforcer la cohorte des électeurs du FN.» Directeur de *L'Obs*, Matthieu Croissant met le doigt sur un phénomène tout aussi inquiétant: «Le premier mal qui frappe les partis est un vide de conception; ils sont devenus des machines à conquérir le pouvoir, pas à l'exercer.» A plusieurs reprises, Peter Bodenmann a lui aussi souligné qu'avant de l'empêcher en mai 2012, le PS français n'avait élaboré aucune stratégie de pratique du pouvoir.

En Suisse, la gauche n'en est pas là. Mais dans le cadre de l'élection de Guy Parmelin au Conseil fédéral, on peut reprocher au PS de ne pas s'être abstenu massivement ou de ne pas avoir essayé autre chose avec le centre droit, comme à l'époque de l'élection d'Eveline

Widmer-Schlumpf. Le contexte était moins favorable qu'en 2007, mais ce refus de prendre des risques irrite l'électorat de la gauche, qui y voit une forme d'abandon. D'autant plus qu'avec ou sans Parmelin – qui fut l'un des ténors de l'initiative «Contre l'immigration de masse» –, l'UDC restera l'UDC et continuera de mener sa politique antisociale et anti-étrangers.

L'heure est venue de réessayer, comme en 1918 (grève générale), comme en 1936 (Front populaire et congés payés), comme en 1947 (acceptation de l'AVS), comme en mai 1968, comme Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne. De réapprendre à être audacieux, combatif, à passer de vrais compromis, sans tomber dans la compromission. Les gars du bâtiment viennent de nous donner une sacrée leçon. Grâce à leur lutte, ils ont obtenu le renouvellement de leur convention collective et le maintien de la retraite à 60 ans.

Il est urgent d'agir, car la progression des forces nationales-populistes ne s'est pas arrêtée depuis 30 ou 40 ans. Au début des années 1970, le FN obtenait 1% des voix, alors qu'aujourd'hui, il frôle la barre des 30%! Lors des dernières élections fédérales, l'UDC a aussi réalisé un score proche des 30%, mais en 1991, elle n'avait recueilli que 11% des suffrages. Nous sommes face à un choix historique, celui d'une prise de conscience susceptible de rebâtir une société ouverte et solidaire, ou celui d'une marche accélérée vers un système politique toujours plus autoritaire. ■

JEAN-CLAUDE RENNWALD
POLITOLOGUE, MILITANT
SOCIALISTE ET SYNDICAL

